

RISK MANAGEMENT

IFRS 7 : la consolidation des données ouvre le débat



Mikhail Popovic

Consultant manager



Laurence Barroin

Managing director

VBF consulting

La nouvelle norme comptable IFRS 7 relative à la communication financière vise à présenter une image globale de l'importance des instruments financiers. Elle oblige à rapprocher la vision comptable consolidée de celle des risques économiques consolidée. La mise en oeuvre s'avère complexe.

Préserver une information fiable sur la qualité des tiers selon les risques que portent leurs portefeuilles et la concentration des risques par activité dans le cadre de l'IFRS 7 peut se révéler un exercice très complexe pour les établissements financiers : produire un *reporting* avec des données consolidées est une chose, rendre "auditables" des chaînes de traitements en est une autre.

RAPPROCHER LES MÉTHODES DE VALORISATION

Prenons le cas d'une banque de financement et d'investissement ayant deux méthodes de valorisation de ses risques économiques différentes, méthodes coexistant en parallèle dans son système d'information. Une première méthode de détermination de l'exposition "économique" consiste à valoriser les risques à partir de données issues de *back-office* sur le périmètre des activités de financement. La seconde méthode de valorisation du type paramétrique ou Monte Carlo valorise, quant à elle, les risques de marchés et les risques

de contrepartie liés aux activités de marché sur des données issues de *front-office*.

Il est à noter que la nature même des opérations de marché ne permet pas de rapprochement *ex post*, (c'est-à-dire, dans l'exemple choisi, de rapprochement après la valorisation des risques) dans la mesure où sont pris en compte la nature économique des opérations, les contrats de *netting* et les autres formes de protection. Présenter des données "auditables" consiste donc à établir la cohérence de la vision comptable des opérations avec leur vision économique *ex ante*. Pour le cas concerné, présenter ces données consiste donc à rapprocher les assiettes de calcul des risques "économiques" et les assiettes comptables tout en explicitant les différences constatées.

SUR LE PÉRIMÈTRE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT...

Sur le périmètre des activités de financement, le rapprochement de ces données ne semble pas poser de problème. Les *back-offices* (absence structurelle de *front* pour ces activités) ali-

mentent en données d'arrêté mensuel la comptabilité et les bases inventaires dédiées, de type infocentre ou, si ces bases sont davantage structurées, de type *datawarehouse*. Les inventaires peuvent être ici rapprochés "comptablement" de deux manières. La première est native, dès que les inventaires sont émis par les *back-offices* et cela avec leur image comptable d'arrêté. Ce rapprochement s'effectue au niveau de l'opération avant toute interprétation comptable de cette dernière. La seconde méthode de rapprochement des inventaires se situe dans l'infocentre lui-même, si les inventaires fin de mois sont enrichis d'éléments de la clé comptable permettant un rapprochement solde inventaire. Quoiqu'il arrive, la valorisation des risques économiques (calcul d'encours nets, détermination des impacts par nature de risque, etc.) s'effectue *a posteriori*, depuis des données rapprochées mises à disposition dans l'infocentre, par un outil dédié venant s'abonner aux données "validées" ou par alimentation directe depuis les *back-offices* après comparaison des flux.

... UN RAPPROCHEMENT S'AVÈRE POSSIBLE

Les données peuvent être auditées dès lors que le système trace les différences constatées entre les deux

stocks. Les périmètres étant équivalents en termes de portefeuille d'opérations, sur les activités de financement pour le calcul du risque réglementaire et le calcul des risques économiques, leurs rapprochements comptables peuvent être mutualisés. Dans un dernier temps, ces données rapprochées comptablement et valorisées "risques économiques" sont présentées à un outil de consolidation économique, traitant des limites de haut niveau par type pays, familles de produit, activités et consolidant les risques économique par tiers. Les données comptables sont, de la même manière, présentées à un outil de consolidation pour publication. En résumé, pour la chaîne financement, il est possible d'avoir des données comptables et risque issues des *back-offices*, des expositions risques calculées sur des éléments rapprochés et une consolidation économique des risques par un outil dédié.

POUR LES ACTIVITÉS DE MARCHÉ...

En ce qui concerne les activités de marché, nous avons retenu, dans notre exemple, une alimentation par données *front-office* des outils risques. Il existe plusieurs rapprochements d'usage dans ce type de configuration tels qu'un rapprochement traitant du P&L, un rapprochement *front/back* dans le cas d'une rupture de chaîne dans le traitement de l'information, un rapprochement *back/compta*. Ces éléments permettent d'établir la qualité des données traitées et celle du système d'information qui les produit. Est-ce suffisant?

Les informations présentées aux outils risque pour les activités de marché sont des positions ; or, on ne dispose ici d'aucun élément de rapprochement avec la comptabilité au niveau où ces données sont produites. Pour rapprocher ces assiettes de calcul peut-on aussi procéder par

IFRS7/Instruments financiers : informations à fournir

■ **IFRS7 (Instruments financiers : informations à fournir), nouveau volet des normes comptables est entré en application depuis le 1^{er} janvier 2007.** L'objectif est de donner une vision de l'importance des instruments financiers, de la nature et de l'ampleur des risques découlant de leur utilisation. IFRS7 comprend deux parties principales : des informations comptables et des informations relatives aux risques. La norme précise que la présentation de ces

instruments, leur regroupement par caractéristiques peuvent être adaptées à la nature des informations à fournir. Toutefois, la norme insiste sur le fait que les informations suffisantes doivent être données pour permettre un rapprochement avec les postes du bilan. Il s'avère que la réalité des systèmes d'information bancaires souvent organisés en "silos" produisant des données spécialisées (comptables, risques, etc.) rend difficile la production de telles informations.

transitivité? Tout d'abord, les données *back* sont rapprochées avec les données comptables selon le même procédé que celui utilisé pour les activités de financement. On dispose alors d'inventaires fin de mois rapprochés comptablement. Ensuite, on rapproche par opération ces inventaires avec les données *front*, pour finalement expliquer et tracer les différences dans une procédure de rapprochement. Les données sont alors devenues "auditables".

La valorisation des risques économiques se fait a posteriori, depuis des données *front* "rapprochées", par les outils dédiés calculant les VaR. Des deux variantes, la première permet une certification du stock utilisé dans le calcul des risques économiques alors que la deuxième solution, si elle est très académique et complète paraît néanmoins peut réalisable, la synchronisation de données *front* et de données *back* étant toujours complexe.

Ces données valorisées "risques économiques" sont, en dernier lieu, présentées à un outil de consolidation alors que les données comptables

sont présentées à un outil de consolidation pour publication.

En résumé, pour la chaîne marché, nous avons donc des données comptables et risque issues de différents niveaux d'information, les données comptables étant produites par les *back-offices* alors que les données risque sont produites par les *front-offices*, nous avons ensuite des expositions risques marché calculées sur des éléments indirectement rapprochés, et enfin un outil de consolidation commun aux deux chaînes risques économiques qui traite ces données.

... UN EXERCICE QUI RESTE DÉLICAT

IFRS7 (*encadré*) demande des données consolidées et "auditées". Il faut donc rapprocher la vision comptable consolidée et celle des risques économiques consolidée. Mais comme nous venons de le démontrer, cet exercice s'avère délicat. Pour que la comparaison puisse être effective, il convient de conserver dans les chaînes de traitement, à tous les niveaux de transformation, les nominaux ayant servi aux calculs des différentes valorisations économiques et comptables. Les écarts existant inévitablement entre les deux visions ne peuvent se justifier que par la conservation de ces données et ceci d'autant plus que, par nature, la vision comptable s'appuie sur des données brutes à l'inverse de la vision des risques économiques, qui s'appuie sur des données nettes. ■

«Présenter des données "auditables" consiste à établir la cohérence de la vision comptable des opérations avec leur vision économique ex ante.»